



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Des mobilisations multiformes sont indispensables

Septembre 2015. Les prix du lait et du porc sont au plancher. Celui des céréales est aussi catastrophique. Nous avons beau chercher des alternatives, lorsque nous livrons dans les filières dites «traditionnelles» les prix actuels ne couvrent même pas 50% des coûts de production. Un scandale d'autant que parallèlement, Hochdorf, Migros, Cremo, Coop, Fenaco et autres annoncent des chiffres toujours en croissance. A force de plumer les paysans et les consommateurs, cela s'explique. Mais cela n'est pas tolérable.

Nous, familles paysannes suisses, ne sommes bien sûr pas les seules à vivre cette situation. Chez nos voisins européens, les nombreuses mobilisations estivales avec comme point d'orgue les manifestations de Bruxelles le 7 septembre et de Luxembourg le 14 septembre en sont l'illustration. Et bien sûr, nous pourrions multiplier les exemples à souhait, en Colombie, aux USA, au Sénégal, en Inde,...

Le sacro-saint dieu «profit» mène le monde à la baguette. Les politiques n'ont plus aucun recul et sont au service de l'économie ultra libérale.

Cela ne peut pas continuer car il a été démontré que plus de 70% de la nourriture de cette planète est produite par des familles paysannes qui ne détiennent que 20% des terres cultivables. Ainsi elles sont, dans les faits, bien plus performantes que l'agroindustrie. Et il est donc suicidaire pour les Etats de tourner le dos à l'agriculture paysanne! La mort, la disparition massive et silencieuse des exploitations paysannes en Suisse et ailleurs doit cesser! Nous paysannes et paysans devons nous faire entendre, nous soulever et revendiquer haut et fort des prix qui couvrent nos coûts et permettent ainsi d'offrir un avenir aux générations actuelles et futures.



Les feux du 5 septembre, les assemblées paysannes, les panneaux au bord des routes sont un premier pas indispensable. Ils donnent du courage aux uns et aux autres et nous permettent de nous sentir à nouveau unis, plus forts car ensemble. Ce sentiment doit permettre de franchir une étape supplémentaire afin de faire monter la pression auprès de nos acheteurs qui nous dansent depuis trop longtemps sur le ventre: l'organisation d'actions multiples et multiformes, sur l'ensemble du territoire afin de montrer à la population ce que nous vivons et afin d'exiger de nos acheteurs la réalisation de prix équitables. Ces actions doivent démarrer cet automne et monter en puissance. Elles doivent être appuyées par un ralliement massif à l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Celle-ci offre plusieurs solutions permettant d'ancrer nos revendications dans la Constitution: prix équitables et salaires justes, protection à la frontière, transparence du marché, diversité de l'agriculture, sauvegarde de nos

semences et renoncements aux OGM. Jamais une initiative paysanne n'a été si concrète et n'a été si loin. Un cadre politique et juridique indispensables pour assurer l'avenir d'une agriculture paysanne rémunératrice en Suisse. L'initiative ne résoudra pas tout, mais elle place les jalons indispensables pour changer notre politique agricole. Ainsi, par les actions dans la rue et par l'initiative, nous touchons deux de nos principaux interlocuteurs: les acheteurs et les politiques. Le troisième interlocuteur, le consommateur, très actif dans la récolte de signatures -mais qui attend maintenant notre engagement- est avec nous. Nous devons nous allier dans cette lutte commune pour une alimentation saine, locale, et équitable qui ne sera possible que si les familles paysannes demeurent actives dans notre pays.

Contactez vos Présidents de sections pour organiser des actions, ou tout simplement pour vous tenir informés; leurs téléphones sont en dernière page.



Mobilisations

En Europe et en Suisse

Pages 2-3



Agroécologie

Paysan à paysan

Pages 4-5



Initiative

L'énergie du groupe

Page 6



S'enraciner

solidarité

Pages 7-8

LAIT-MOBILISATIONS SUISSES ET EUROPÉENNES

Pas de subventions en plus, mais une régulation des quantités et des prix équitables

Venus de toute l'Europe avec leurs tracteurs, ils se sont réunis à Bruxelles le 7 septembre, devant le bâtiment du Conseil de l'UE, afin d'exhorter haut et fort les Ministres de l'Agriculture à agir face à la crise. Au nombre de plusieurs milliers, dont 80 suisses, les producteurs de lait exigent à cette occasion le recours à un instrument de crise qui permette de mettre en œuvre une réduction des quantités de lait.



«Le marché du lait de l'UE est inondé, les prix sont en chute libre. Dans certains pays, ils frôlent déjà la barre des 20 centimes. Sans une réduction de la production, le marché va continuer de se dégrader rapidement», souligne le Président de l'European Milk Board (EMB), Romuald Schaber, qui attire l'attention sur la nécessité d'une baisse de la production. Il serait, à cette occasion, possible de recourir au Programme de Responsabilisation face au Marché (PRM), qui, entre autres, prévoit des versements de bonus en faveur des producteurs en cas de réductions volontaires de la production. Ces revendications sont celles qu'Uniterre avait articulé en 2008-2009 à la sortie des quotas laitiers.

Tout comme Schaber, ses collègues venus notamment de France, des Pays-Bas, de Belgique, du Danemark, d'Italie et d'Espagne exigent à Bruxelles, des

Ministres de l'Agriculture de l'UE, que ceux-ci agissent de manière responsable. «A l'échelle de l'UE, les politiques ont favorisé une forte orientation vers les exportations avec une hausse des quantités. Ceci s'est soldé par un échec cinglant et, maintenant, tout cela doit être rectifié au niveau de l'UE. A eux seuls, les pays ne sont pas capables d'introduire des solutions durables», ajoute Romuald Schaber. Les mesures instaurées telles que, par exemple, le stockage privé auquel on recourt depuis l'an dernier, n'ont pas permis de générer un effet stabilisateur sur un marché du lait complètement inondé à l'échelle mondiale.

L'exportation dénoncée

En provenance d'autre secteurs également, les critiques se font toujours plus virulentes à l'égard de la politique libérale d'exportation actuelle. Ainsi,

nombreux sont les consommateurs et, entre autres aussi, les fédérations de vétérinaires qui exigent des limitations de la production de façon à ce que l'on puisse garantir le bien-être des animaux et la durabilité écologique. Nombres d'organisations paysannes africaines et d'ONG soutiennent le mouvement européen. Sans régulation, ce sont les exportations subventionnées qui seront utilisées.

Les protestations, aussi bien à l'échelle des différents pays qu'au niveau de l'UE, continueront de s'amplifier. Ce qui fait dire à Romuald Schaber: «Pour les producteurs, l'enjeu est la survie des exploitations; pour les consommateurs, il s'agit d'une production de denrées alimentaires régionales et saines à l'échelle de l'UE ainsi que, pour l'UE, d'un secteur laitier qui soit stable et compétitif. Si les politiques refusent de restreindre les quantités au niveau de l'UE, il sera alors de notre devoir à tous de descendre dans la rue et d'exiger par la force des changements politiques. Il y a tout simplement beaucoup trop de choses en jeu».

De la poudre aux yeux

Les décisions prises par les décideurs politiques passent clairement à côté du problème. Les raisons de la crise du marché laitier sont structurelles, cette dernière ne pourra dès lors pas être résolue à l'aide des 500 millions promis par Bruxelles qui bénéficieront principalement à l'Allemagne et la France (130 millions pour les deux). «Les 500 millions d'euros, dont la répartition occasionne déjà une véritable foire d'empoigne entre les pays membres, ne sont que des aumônes distribuées aux agriculteurs. L'industrie laitière, avec son puissant lobby, tend déjà la main! Ces moyens financiers pourraient être employés de manière beaucoup plus utile, par exemple pour un rachat temporaire de la production de lait.

Le paquet de mesures des ministres de l'agriculture ne changera rien à nos problèmes structurels. Les crises perdureront et elles se répéteront à des intervalles plus courts» affirme Sieta van Keimpema, vice-présidente d'EMB.

La réunion des ministres bloquée

Le 14 septembre, 500 producteurs du Luxembourg, de Belgique et d'Allemagne ont encerclé les ministres de l'agriculture. Pendant environ une heure et demie, les producteurs de lait d'EMB ont eu la possibilité de présenter une nouvelle fois leurs revendications aux quelque 15 ministres présents, dans une discussion en tête à tête. Les ministres se sont montrés compréhensifs et ont promis aux producteurs de continuer à chercher des solutions lors de leur réunion informelle le lendemain. La discussion a également montré que beaucoup de ministres ne sont pas satisfaits des propositions de la Commission du 7 septembre, même si cette dernière présente les choses autrement. Espérons que ce mécontentement donnera lieu à la volonté de se pencher sérieusement sur la réduction de la production en période de crise.

La mobilisation continue

En France, 400 producteurs de l'Apli, de la Coordination rurale et de la Conf' ont manifesté devant le «SPACE», le salon de l'agriculture à Rennes le 15 septembre.

En Espagne, voici deux mois qu'il ne se passe pas une semaine sans une manifestation, avec un prix avoisinant les 25 cent, ils n'ont pas cessé leur mouvement.

EMB et Uniterre



La ligne nature

Metrabol
BOLUS naturel après-vêlage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Parabol
en cas de cellules
somatiques

LGC SA
ONLINE SHOP 1627 Vaulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

OGM

Pour une agriculture et une alimentation sans OGM

Le 22 août 2015, plusieurs centaines de manifestants ont marché vers la station de recherche Agroscope ART Reckenholz (Zurich) pour manifester en faveur d'une agriculture et d'une alimentation sans OGM.



La coalition pour cette manifestation était vaste et l'engagement de nombreux participants jeunes et moins jeunes lors de la préparation était impressionnant. Bien que nous ayons espéré une affluence encore plus grande, la manifestation marquait un temps fort pour la résistance aux OGM dans notre agriculture et notre nourriture. La conférence mobile a accueilli de nombreux orateurs et oratrices, dont les allocutions de qualité fournissaient de nouvelles informations importantes à l'auditoire. La marche était menée par une grande caravane de tracteurs. Le repas était délicieux!! Mais ce n'était qu'un début, puisque le Conseil fédéral veut introduire un régime de coexistence à l'échéance du moratoire interdisant l'utilisation

d'OGM dans l'agriculture (2017). La résistance contre ce régime s'organise et prend de l'ampleur.

Uniterre demande

- Un vaste débat sur l'aspect



sanitaire de l'alimentation et de l'agriculture!

- Une politique qui place l'humain et la nature au centre de l'intérêt au lieu d'obéir à la logique de croissance dictée par les multinationales.
- Une agriculture qui ménage les ressources naturelles.
- Une alimentation et une agriculture sans OGM.
- Une politique qui promeut les circuits de proximité.
- Une politique qui tient compte des besoins des consommateurs et qui offre des perspectives aux personnes travaillant dans

l'agriculture.

- Nous n'avons pas besoin d'un accord de libre marché, pas plus que d'une privatisation continue des biens communs et des services publics.



Mobilisations en Suisse

Mi-août, Uniterre a convoqué un comité et une commission lait extraordinaires. Afin de se renforcer mutuellement, Christian Hoffmann, qui venait de lancer son groupe facebook SAM y a été convié avec quelques uns de ses collègues. Suite à cette séance, qui a réuni une quarantaine de personnes, deux assemblées se sont tenues chez C. Hoffmann regroupant près de 200 puis plus de 400 paysannes et paysans. La seconde assemblée a vu naître un comité paysan avec des représentants de différentes régions et productions. 2 membres de la commission lait d'Uniterre y sont présents.

Pour l'heure, les revendications principales issues de ce mouvement est la fin de la segmentation et donc la renonciation des prix B et C pour obtenir dans un premier temps (avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015), le prix de 68 cts par litre pour l'ensemble des quantités produites. Il est également demandé que l'Interprofession du Gruyère ne coule pas ses surplus dans le canal industriel. Les producteurs ne devraient pas non plus être sanctionnés quant au taux de matière grasse pour autant que celui-ci se situe au dessus de la norme de 3.5. Enfin, la régulation nationale des quantités est exigée. Pour obtenir gain de cause, la route sera longue.

Depuis ces deux assemblées à Avry sur Matran, il y a eu une assemblée SAM à Bex, une assemblée Uniterre à Fuyens (FR) et une manifestation devant Espace Gruyère organisée par SAM pour dénoncer l'attitude de la FSFL.

Ces mobilisations démontrent que les paysannes et les paysans veulent se battre pour des prix, et le revendiquent. Il y a beaucoup de jeunes. Reste à savoir comment SAM voudra ou pourra s'organiser dans le paysage agricole suisse. A côté d'Uniterre et de l'USP, en renforçant l'une ou l'autre organisation ou en créant une dynamique propre avec des actions très spécifiques. Inévitablement, nous aurons la nécessité de nous unir si nous voulons atteindre la masse critique permettant d'être en position de force face aux acheteurs. Il faut affiner les revendications et trouver des dénominateurs communs.

Nous souhaitons que les feux, puis les panneaux et les assemblées soient les débuts d'une mobilisation paysanne forte et déterminée. Nous encourageons toutes les personnes qui souhaitent s'engager à contacter leurs présidents des sections cantonales d'Uniterre. Un des objectifs très clairs que nous poursuivons est de récolter les signatures nécessaires pour l'initiative souveraineté alimentaire qui réunit les principales revendications émises en Suisse comme en Europe.



AGROÉCOLOGIE

De Paysan à Paysan: mise en culture de savoir-faire

Durant tout l'été, l'association Pissenlit a réalisé un travail de recensement, de mise en réseau et en lumière des paysans vaudois aspirant à plus d'autonomie et respectant d'avantage l'environnement, tout en mettant la biodiversité à profit. Présentation.

L'association Pissenlit, composée de quatre personnes suivant la formation de conseiller en environnement du WWF a lancé un projet appelé «de Paysan à Paysan». Un travail de diplôme qui s'inscrit aussi dans un plus vaste plan de promotion de l'agroécologie en Suisse et à l'étranger, instigué par l'association REDD (Réseau Echange Développement Durable) – leur partenaire principal – notamment via la plateforme Internet Agroécologie Suisse. Pour mener à bien son projet, l'association a également établi un partenariat avec Uniterre, qui promeut cette agriculture respectueuse de l'environnement, durable et multifonctionnelle et participe actuellement à un projet européen d'échange «Grundtvig» sur cette thématique. BioVaud a aussi fourni de nombreux contacts et conseils à la jeune association. Ainsi, entre juin

et septembre, les quatre membres de Pissenlit ont visité et interviewé une vingtaine de paysans du canton de Vaud, de toutes obédiences (conventionnels, bio, biodynamiques, permaculteurs,...) mais qui ont pour dénominateur commun d'exercer leur métier dans le plus grand respect de l'environnement et de tendre à la plus grande autonomie possible.

Les buts de ces rencontres étaient multiples. D'une part, par le biais des interviews, il fut question de recenser les contraintes, motivations et besoins de ces professionnels de la terre, ayant opté pour des changements de pratiques. D'autre part, Pissenlit s'est proposé de favoriser les synergies et la mise en réseau – qu'elle soit virtuelle ou réelle – de ces paysans qui ne se connaissent pas nécessairement. A cet effet, une cartographie et un répertoire sont en

cours d'élaboration et seront prochainement mis en ligne sur la plateforme Internet agroecologiesuisse.blogspot.ch. Une rencontre sur le thème de la biologie du sol a aussi été organisée le samedi 12 septembre chez l'agriculteur bio Stéphane Deytard. A cette occasion Gerhard Hasinger de bio-conseil est venu établir un profil de sol complet. Timothée Faes de l'Association Romande de Biodynamie a – quant à lui – parlé de l'importance du vivant dans nos sols. Les participants ont également pris connaissance de plusieurs techniques simples pour évaluer eux-mêmes la santé de leur terrain.

L'Association Pissenlit a par ailleurs réalisé une série de portraits de ces travailleurs amoureux de leur terre, une manière d'explicitier leurs pratiques quotidiennes et de parler de leurs res-

sentis face à l'agriculture moderne. Certains de ces portraits ont fait l'objet de petits films, à découvrir sur le site de l'association ou d'Uniterre. Plus bas vous pourrez également lire certains des portraits consacrés à quelques paysans rencontrés, dont Frank Siffert, venu à la terre sur le tard, et qui évoque la nécessaire diversification de ses activités et les avantages que représentent la vente directe de ses produits. Stéphane Deytard, lui, un grand passionné des sols et de biologie, ouvre le débat sur la biodynamie. Pierre-Alain Schweizer, enfin, détaille ses stratégies pour acquérir une autonomie la plus grande possible, en recyclant et en réduisant un maximum tous les intrants, notamment énergétiques. D'autres portraits seront publiés dans ces pages le mois prochain.

La vision de l'association Pissenlit

Notre message pourrait se résumer par «une autre agriculture est possible, d'autres le font, vous n'êtes pas seuls». Cette autre agriculture, en plus de préserver l'environnement, permet une plus grande autonomie. L'agroécologie favorise en effet une meilleure utilisation de toutes les ressources présentes sur le domaine agricole – mais aussi dans le voisinage et sur la commune – afin de limiter les intrants. Notre message a aussi une dimension sociale car il encourage les paysans à se soutenir mutuellement, à échanger leurs savoir-faire comme ils peuvent échanger leurs semences. Par ailleurs, les systèmes économiques «courts» et plus durables, qui vont dans le sens de ces échanges interpersonnels, notamment via la vente directe, offrent une plus grande satisfaction à tous les acteurs de la filière en question. Ce sont toutes ces notions positives que nous voulons promouvoir, en favorisant leur transmission, de paysan à paysan. Pissenlit se positionne en tant que lien et relais entre ces travailleurs de la terre, dans l'optique d'une mutualisation des savoir-faire bénéfiques à l'environnement.



Eline Müller, Pissenlit. www.depaysanapaysan.blogspot.ch

«On a toujours réussi à se nourrir»



Le domaine de la Perrole, sur la commune d'Aigle dans la plaine du Rhône, appartient à la famille Schweizer depuis trois générations. Aujourd'hui, Pierre-Alain est aux commandes. Lors de la reprise du flambeau, il a décidé – avec le soutien de son père – de diversifier ses cultures et de s'orienter vers le bio.

Plus qu'innovantes, beaucoup des techniques que Pierre-Alain emploie sont ancestrales, comme par exemple d'utiliser du compost plutôt que des engrais synthétiques. «On croit qu'on invente mais on invente rien, avant la chimie il y avait déjà tout ça, l'agriculture a des centaines d'années, et on

a toujours réussi à se nourrir».

«Donner la vie au sol grâce à l'apport de compost a littéralement changé la qualité de la terre dans mes serres».

Ici, tout est produit naturellement: tomates, aubergines, haricots, courgettes et céréales. Les engrais chimiques, herbicides et insecticides de synthèse ont été remplacés par du compost, des tisanes, du purin d'ortie ou encore des décoctions. Ainsi la décoction d'ail (de l'ail écrasé et mariné 48 heures dans de l'huile) lui a permis de combattre la rouille jaune sur son blé. «Je pense qu'un agriculteur, même avec beaucoup d'expérience a toujours à apprendre de son sol».

La motivation de Pierre-Alain Schweizer est de pratiquer une agriculture vivrière de qualité, respectueuse de l'environnement et en adéquation avec les besoins de la population locale. C'est pourquoi le quadragénaire a investi dans un moulin artisanal et une décortiqueuse. Ces machines lui permettent de transformer lui-même ses céréales en farines ou en semoules. Sa farine – produite à partir de variétés de blés anciens, tels que l'engrain ou l'amidonner – est principalement vendue sur le domaine deux

jours par semaine, au marché paysan et lors des marchés régionaux. Il en écoule également auprès des supermarchés Manor à Vevey et à Monthey ainsi qu'à une boulangerie d'Aigle. Le boulanger peut ainsi offrir à sa clientèle des pains complets de qualité, à base de produits de proximité. Ceci présente par ailleurs l'avantage pour le paysan de pouvoir écouler ses productions sans dépendre de la grande distribution.

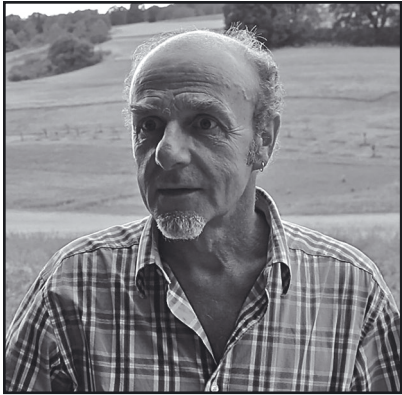
L'agriculture biologique est un exercice délicat, un véritable défi à relever. Pour Pierre-Alain, la clé réside dans la diversité. Celle des espèces cultivées comme celles des espèces sauvages, mais aussi la diversité des échanges et des canaux de distribution des récoltes.

L'objectif est aussi de diminuer tant les pertes que les intrants. Par exemple, l'agriculteur a trouvé le moyen de donner une nouvelle utilité à la balle, qui lors du battage a été séparée de la graine qu'elle a protégé durant toute sa croissance. Cette dernière, une fois nettoyée, est vendue comme matériel de rembourrage ou utilisée pour le paillage de ses cultures. Ainsi la boucle est bouclée.

Catia Chollet, Pissenlit

AGROÉCOLOGIE

La diversification comme solution



Frank Siffert s'est mis à l'agriculture sur le tard, il a obtenu son CFC à 49 ans. Éternel curieux, passionné de bonne chère et de nature, c'est pour qu'aucune journée ne ressemble à la précédente qu'il a franchi le cap et s'est établi comme agriculteur biodynamique.

Avec sa compagne Annie, ils gèrent le petit domaine de La Sauvageraie où ils produisent, élèvent, transforment, valorisent et vendent une variété de produits impressionnante au vu des 11 hectares dont ils disposent. Cochons laineux, chiens truffiers, poules appenzelloises barbues, rucher et moutons noirs d'Engadine; blé, seigle, engrain, tournesol et épeautre; arbres fruitiers, vignes, plantes médicinales, aromatiques et légumes sont autant de facettes de son métier.

Selon ce passionné, ce n'est pas le

modèle agricole uniquement qui est caduc mais l'ensemble de la société: «On a des spécialistes pour tout et on a perdu cet esprit où on savait tous un petit peu tout, aujourd'hui on devient tous des spécialistes. On est tous complètement dépendants du système, ce qui est une catastrophe, on est pieds et poings liés, on devient d'excellents consommateurs mais on a plus aucune conscience de comment fonctionnent les choses, on se fait rouler avec les produits qu'on achète. En réalité on ne peut plus faire confiance à l'industrie».

Ainsi, ce qui fait la réussite de Frank, c'est justement la diversification. En transformant et en écoulant la totalité de leurs produits eux-mêmes, Frank et Annie sont largement plus autonomes, leurs intrants sont extrêmement réduits, et tout ce qui est présent sur le domaine trouve une utilité. Ceci leur permet de proposer des produits transformés de qualité, simples mais bons, à 100% bio, traçables et locaux. Ainsi produisent-ils du Calvados, du vinaigre de cidre, des pestos, des pâtes d'engrain, du miel, des chutneys, des tisanes ou de la viande. Et le couple n'a aucun problème à écouler ses denrées, que ce soit à son magasin de Bonvillars, sur le domaine directement, chez quelques détaillants d'Yverdon ou via l'ACP «Terre Ferme».

Voici concrètement quelques exemples de pratiques agricoles utilisées qui

fonctionnent bien à La Sauvageraie. A force d'observation et d'expérience –«C'est en faisant faux qu'on apprend à faire juste»– Frank a réalisé que ses moutons ne mangeaient jamais les plantes vivaces, ainsi ces bêtes sont très utiles pour le désherbage d'une partie du jardin de plantes aromatiques et médicinales, lui épargnant de longues heures d'entretien.

Et pour les céréales: «Je n'ai jamais passé de herse, je désherbe un tout petit peu à la main, un à deux jours par hectare au printemps pour les chardons et les rumex, c'est tout. Je sème, je récolte, j'ai des rendements qui sont bons. La terre se gère, quand je bats j'ai de l'herbe dessous, c'est top, un bon mélange de graminées et de légumineuses, à pré-

sent c'est comme une prairie extensive qui s'est mise en place. Je n'ai même pas besoin de mettre d'engrais vert entre deux, je laisse pousser l'herbe, je la broie, je la retourne à 10cm et je ressème. Je fais mes rotations entre les pois, le tournesol et les céréales. Depuis huit ans en culture, je n'ai jamais fait d'année d'herbe, et les rendements s'améliorent encore d'année en année. Je mets les cochons un tout petit moment (3 semaines/ha/8 cochons) entre les cultures, ils nettoient un petit coup et mettent un peu de fumure, c'est le seul apport de fumure que j'aie, mais il n'est même pas forcément nécessaire».

Eline Müller, Pissenlit



«Il suffit de connaître son sol»



Pour **Stéphane Deytard**, l'agriculture n'est pas une profession, mais une passion. Quand il a commencé à s'intéresser aux soins énergétiques, il s'est beaucoup interrogé par rapport à la santé humaine et a commencé à remettre en question l'agriculture conventionnelle et l'utilisation des produits chimiques. Il a suivi des formations sur la biologie du sol et des plantes en cherchant des sources neutres, sans devoir passer par l'industrie d'agrochimie. L'agriculteur a compris que si on connaissait assez bien son sol, on n'avait pas besoin de traitements chimiques. «Pour moi, mettre des fongicides, ça revient à mettre les

gaz et freiner en même temps. On met un produit fongicide qui tue la biologie du sol, puis quelque part on doit ramener des amendements minéraux ou oligo-éléments pour stimuler cette même biologie».

Le démarrage en bio n'était ensuite pas facile car il est parti trop fort en faisant immédiatement du semis direct, ce qui n'a pas fonctionné sur un sol qui avait été traité pendant des années. Les rendements n'étaient pas bons la première année, donc il est revenu un peu en arrière.

Stéphane a finalement trouvé une technique pour la culture du colza sans produits chimiques: mettre de l'engrais – par exemple du lisier – en automne afin que les racines des plantes se développent bien avant l'hiver déjà. Contre l'altise, la poudre de roche s'est avérée très efficace car elle dessèche les insectes. Il la mélange dans la pompe à traiter pour la diffuser sur les plantes. En même temps, il ajoute du purin d'ortie fait maison pour donner un coup de booste au colza.

Pour combattre le rumex, il mélange des cendres à de l'eau de pluie qu'il

dynamise selon les pratiques de la biodynamie. Il est convaincu que, grâce à ce mélange, les rumex se développent beaucoup moins, même s'il lui manque encore quelques années d'expérience pour l'affirmer.

Aujourd'hui, Stéphane Deytard cultive du blé, du tournesol, du colza, du pois associé à de l'orge. En plus de ça, il a créé un verger en collaboration avec l'Arboretum d'Aubonne dans lequel grandissent 90 arbres fruitiers à haute tige et dont il est spécialement fier. En observant le terrain, il a constaté qu'il y avait de l'eau à un endroit. Du coup, il a mis en place un biotope et planté des arbustes autour – un vrai paradis pour la biodiversité! Les buissons qui bordent le terrain pour couper les traitements qui se font autour du champ et des ruches complètent ce coin idyllique

Son désir est de fonctionner de manière totalement autonome, sans intrant aucun, et de pouvoir transformer ses produits lui-même. Aujourd'hui il fait presser son huile et mouline ses céréales en dehors de l'exploitation, mais il va acquérir un moulin afin de pouvoir faire la farine chez lui. Il est en train d'installer un

trieur à céréales. Un magasin, dans lequel il vendra ses propres productions et ceux d'agriculteurs voisins ouvrira cet automne dans le bâtiment en face, dans une dépendance.

Le père de famille ne se lasse jamais de lire des livres afin d'approfondir son savoir-faire. Il est très motivé depuis qu'il est passé en bio et qu'il peut réfléchir lui-même à la meilleure manière de s'occuper de ses cultures, au lieu de suivre aveuglement un cahier de traitements. Dès qu'il sera prêt, il souhaite se lancer en biodynamie.

Regula Guevara, Pissenlit



INITIATIVE

Une belle énergie mobilisée par le groupe!

Fabienne Tâche vit à Tatroz, près de Châtel-St-Denis. Membre active d'Uniterre et de l'ACAR (Association chrétienne agricole romande), elle est fille d'agriculteurs et a également suivi une formation pour reprendre une exploitation. Elle est la cheffe d'orchestre de la campagne pour l'initiative dans le canton de Fribourg. Rencontre.



Fabienne, qu'est ce qui t'a poussée à te lancer avec une telle énergie dans la récolte?

Je suis fille d'agriculteurs, on peut dire que je suis tombée dedans tout naturellement. De plus, je considère cet engagement comme une responsabilité citoyenne ou sociale. Nous devons transmettre à nos enfants un monde acceptable, oeuvrer pour l'avenir de l'Humanité. Pour moi c'est le moment ou jamais d'inverser la tendance. Nous subissons beaucoup de choses au quotidien, mais nous pouvons aussi les changer.

Je fais partie de l'ACAR et dans ce cadre j'ai participé et organisé de nombreux séminaires et formations sur le thème de la souveraineté alimentaire. L'initiative que nous avons lancée est un bout de solution locale aux problèmes globaux.

Concrètement, comment la campagne a été lancée?

Nous nous sommes beaucoup activés au niveau de l'ACAR. Nous avons contacté de nombreuses associations, notamment via Fribourg Solidaire ainsi que des milieux chrétiens. Nous avons fait des séances d'information pour présenter l'initiative et ses enjeux. Nous avons su -avec les organisations membres de Fribourg Solidaire qui sont surtout engagées dans la coopération au développement- démontrer les liens nord sud. Pour chaque présentation, nous nous adaptions au public. Cette période de sensibilisation, de formation s'est étendue jusqu'au cœur de l'hiver. Puis nous nous sommes lancés dans la récolte. Dans la rue, aux soupes de carême, dans les événements et fêtes. Nous avons également un appui très

précieux de Geneviève du Réseau Objection de Croissance sur Fribourg qui avait l'habitude de coordonner des campagnes. Elle nous a aidés à mettre en place quelques aspects logistiques pour faciliter la dynamique.

On avait un vivier de bénévoles mais il fallait les organiser en fonction de leur lieu d'habitation, de leur intérêt personnel, de leur âge. Nous avons fabriqué des badges «initiative souveraineté alimentaire» qui nous ont donné une certaine légitimité dans la rue. Au moins nous ne sommes pas confondus avec ceux qui cherchent à vendre des téléphones. Nous avons fabriqué des panneaux pour certains événements. A chaque fois nous demandons une autorisation ce qui permet de poser une table, même petite, mais qui donne une légitimité à notre action et fait comprendre aux passants ou clients que nous sommes acceptés à cet endroit. Ainsi les gens s'arrêtent plus facilement. Sur les Landis par exemple, nous avons fait facilement 200 signatures à chaque fois. Il y a également des bénévoles qui se concentrent sur les déchetteries communales avec un succès notable. C'est facile, les gens sont de la même commune, pas besoin de jongler avec plusieurs feuilles et en général ils sont relaxes, ils se connaissent. Nous avons aussi régulièrement fait des tandems avec des anciens et des nouveaux récolteurs afin qu'ils se mettent dans le bain. Je pense que «l'effet de groupe» a été salutaire pour notre dynamique. Nous avons toujours été en mesure de nous remotiver les uns les autres. Les autocueillettes ont également été un lieu fantastique de récolte de signatures. Nous avons visé juste car nous sommes

régulièrement allés à la recherche d'information auprès des gens du cru: «cette fête, est-ce que cela vaut la peine d'y aller, qui demande l'autorisation?». «Que penses-tu de tel ou tel événement, est-ce une opportunité?»

D'où viennent les bénévoles?

Ils sont issus de la base d'Uniterre et de l'ACAR puis nous avons fonctionné en cercles toujours plus éloignés. J'estime que le noyau dur des bénévoles est d'une quinzaine de personnes. Nous avons récolté plus de 8'000 signatures. Depuis quelques mois, je demande aux bénévoles de notre canton de me renvoyer les feuilles. Ainsi je fais un premier travail de correction, je complète les numéros postaux, les noms des communes, je vérifie les fusions de communes etc. Comme je suis de la région, c'est plus facile pour moi et cela décharge le bureau de l'initiative. Et par ailleurs, cela m'a permis d'avoir des infos de première main à transmettre aux bénévoles; je les ai régulièrement informés de la récolte sur le canton, des succès, des difficultés.

Comment les personnes s'approprient-elles l'initiative?

Il faut donner des exemples très concrets. Qu'est ce que tel article pourrait changer dans la vie au quotidien. Il faut que les gens se sentent directement concernés. Beaucoup de membres d'Uniterre ne font pas forcément le lien entre le prix des produits et l'initiative ou entre la problématique de la gestion des quantités et ce qui est indiqué dans notre projet de texte. Il ne faut pas hésiter à revenir sur ces aspects plusieurs fois afin de remobiliser les membres.

Quels sont les aspects positifs que tu retires de cette campagne?

Cette initiative intéresse vraiment les gens. Cela permet de déclencher des réflexions dans la population. Plus de 80% des personnes abordées signent l'initiative, c'est un espoir, cela montre que nous pouvons changer les choses. Pour moi, cela a renforcé mes convictions personnelles. Lorsque j'ai présenté ce projet d'initiative en 2014 à la FIMARC (Fédération internationale des mouvements agricoles ruraux et catholiques) en Allemagne, la réaction a été très positive. Ils attendent beaucoup de nous. Pour les pays du sud notamment ils se disent que si les pays du nord le font, ils peuvent aussi se lancer dans la bataille. Ils apprécient le fait que la souveraineté alimentaire aborde les thèmes plus largement que les pays respectifs ou les mouvements paysans.

C'est inspirant qu'un tel projet suive de l'intérêt au niveau international. Au niveau local j'ai particulièrement apprécié la dynamique de groupe, le partage de connaissances et de compétences, la mise à disposition de réseaux. C'est une belle énergie.

Quels sont les arguments utilisés pour faire signer?

La question des OGM et de la fin du moratoire sont une excellente entrée en matière. Beaucoup croient qu'ils pourront s'exprimer en votation populaire à la fin du moratoire, ce qui n'est pas le cas. Ainsi l'initiative est un outil important pour eux. Pour d'autres, c'est les relations nord-sud qui les touchent. Ou alors le respect, la sauvegarde des terres est également un thème phare. Quant à la conservation des semences et le droit de les utiliser, elle gagne toujours plus en intérêt. Nous avons encore plusieurs événements agendés cet automne pour faire le plein de signatures.

*Propos recueillis par
Valentina Hemmeler Maïga*



**CONTACTS
INITIATIVE**

Salvatore Pittà
coordinateur romand
079 904 63 74
s.pitta@uniterre.ch

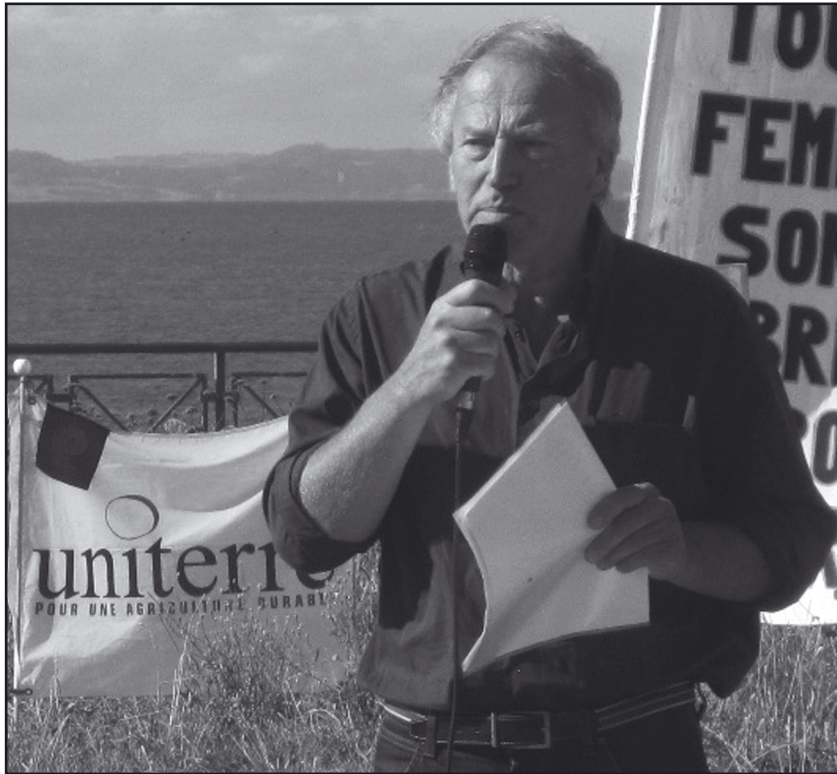
Mireille Clavien
021 601 74 67
m.clavien@uniterre.ch

Bureau Uniterre
021 601 74 67

INITIATIVE

S'enraciner dans la terre nourricière et tisser des liens de solidarité avec le monde

L'invitée d'honneur du 1^{er} août en Ville de Genève était l'agriculture de proximité. Fernand Cuche y tenait un discours tantôt sarcastique, tantôt teinté d'espoir.... En voici de larges extraits.



Choisir l'agriculture de proximité, valoriser les terres cultivables qui avoisinent votre ville, imaginer des dessertes alimentaires aux circuits courts, avec des produits frais, donc, dans l'impossibilité de les conserver, où tout est plus transparent...

Choisir le thème de l'agriculture de proximité alors que sur votre territoire se trouve le siège de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) où chaque jour, des comptables, des commerçants, des experts, sont devant leurs écrans, prennent des décisions pour ravitailler la Ville de Genève avec des produits au meilleur prix du jour, c'est-à-dire au plus bas prix du jour. Des gens qui se donnent sans compter et qui jouent la carte de la compétitivité, au niveau mondial, pour vous servir...

Savez-vous, que les denrées alimentaires se bonifient pendant les transports? Et qu'elles prennent goût aux voyages, comme nous, lorsque nous migrons vers les plages ensoleillées du Sud ou les stations hivernales des montagnes enneigées au canon à neige.

Ces produits sont les ambassadeurs de celles et ceux qui, dans le Sud de l'Europe, ont été d'accord d'offrir leur force de travail pour bosser durement sous des serres surchauffées. Des gens qui se contentent de dormir à proximité de ces lieux de travail, en ayant récupéré ici et là des bouts de plastic pour se protéger, un petit peu du soleil, un petit peu de la pluie. Ça c'est un exemple

d'habitat durable avec un recyclage efficace et peu demandeur au niveau des mètres carrés pour s'abriter ainsi.

Des produits alimentaires, dans ces conditions, qui se contentent d'un sol inerte, mais qui dopés aux engrais de synthèse donnent des miracles en matière de production. Sur ces terres aussi, avec ce sol inerte, les insectes, les larves, les moisissures, les micro-organismes, sont bousillés, terrassés avec des cocktails de pesticides.

Pourquoi diable la proximité?

Mais pourquoi produire du lait dans la proximité alors qu'un lactoduc venu d'Allemagne nous amènerait chaque jour du lait à 29 centimes suisses le litre, le lait le meilleur marché d'Europe. Un lait qui se bonifie aussi durant le transport. Et surtout, un lait issu de fermes industrielles où sont rassemblées plus d'un millier de vaches. Et ce sont des vaches heureuses parce qu'elles n'ont plus la tâche ingrate, lourde, d'aller brouter l'herbe tous les jours. Tout arrive dans la crèche, y compris les tourteaux de soja, les tourteaux et grains de maïs en provenance du Brésil, de l'Argentine. Des céréales produites avec des OGM. Il ne manque, dans ce circuit industriel hyper performant, que l'hormone laitière pour arriver à optimiser au maximum la production laitière du nord de l'Europe.

Entretien des vignes dans la proximité alors que des vinoducs pourraient nous servir les meilleurs nectars en tous cas de l'Europe, et qui à la lecture de leur prix vous donne l'ivresse avant d'avoir goûté le vin. Des vins qui se bonifient durant le transport, qui se chargent, au passage, de parfums à vous faire exploser le palais.

Cultiver des légumes dans la proximité alors que vous pouvez avoir des camions de 60 tonnes qui, tous les matins arrivent au cœur de la ville et qui durant le transport, sont réfrigérés. Ce qui veut dire que lorsqu'ils arrivent ici, au cœur de la ville, ils sont frais. Ça c'est la véritable fraîcheur. La fraîcheur que vous allez chercher pendant la nuit et pendant le transport, ça c'est vraiment les critères d'un marché de proximité réussi.

Pourquoi s'entêter à cultiver des terres de proximité avec des paysannes et des paysans qui réalisent un salaire difficile, alors que ces terrains pourraient beaucoup mieux être valorisés avec des terrains de golf, avec des zones industrielles, avec des habitations concentrées. Avec aussi des fermes ludiques où chacune et chacun pourrait aller s'exercer au métier de paysan sans se baisser, sans travailler, sans avoir le souci de gagner sa vie. Et puis enfin, des terres qui pourraient se reposer. Parce qu'avec la politique agricole de ce pays et l'exigence des consommateurs et des consommatrices, ce sont des terres qui doivent produire de façon diversifiée, en respectant la qualité de l'eau, en respectant la durabilité des sols. C'est un casse-tête, pour ces terres! Enfin, elles pourraient se reposer sous des mètres de béton. Elles seraient enfin libérées de cette corvée de produire dans cette proximité. Qu'il est bon de se retrouver, un court instant, dans ce discours dominant.

La quête du profit

Ce discours qui est de plus en plus hors sol et qui même pendant les périodes de canicule, peut nous donner des sueurs froides. Ce discours dominant qui planifie une organisation des activités humaines en fonction d'un objectif et d'un seul objectif, qui apparaît comme inéluctable, celui de la compétitivité. Seuls des denrées alimentaires et des biens qui ont été produits au plus bas prix peuvent trouver une place sur le marché. Cette course effrénée qui se réalise au niveau mondial épuise les femmes, les hommes, les enfants, les

sols, les ressources en eau, la biodiversité. La quête de la compétitivité sélectionne en permanence les Hommes, les plantes, les animaux à haute productivité. Paradoxalement, cette quête du profit provoque un appauvrissement de nos sociétés.

Se retrouver avec une élite de supermans, quelques variétés performantes pour produire du colza, du maïs, du soja ou du blé. Se retrouver avec quelques sélections de bétail pour avoir une production laitière maximale n'a aucun avenir pour l'humanité. Plus nous développons des moyens de domination de la nature, plus nous saccageons le potentiel qui nous permet de vivre et d'espérer.

Pour nous, vivants dans des pays industrialisés, riches, que nous manquait-il? Si nos vaches manquent d'eau, les hélicoptères se mettent à voler pour aller les ravitailler sur les crêtes du Jura et dans les Préalpes. S'il est interdit de remplir les piscines privées, les propriétaires de ces piscines redécouvrent qu'il existe des cours d'eau, qu'il existe des lacs, où il est aussi agréable d'aller se baigner et de pouvoir se baigner gratuitement.

Je sais que l'inquiétude qui nous entoure est plus complexe, elle est plus diffuse, elle est plus profonde. C'est une économie qui est vacillante. C'est un travail qui est aléatoire. C'est un revenu qui est insuffisant pour nombre d'entre nous. Et nous nous interrogeons sur l'avenir ou pour l'avenir de nos enfants.

Le sol, un élément déterminant

Liés à la survie, nos ancêtres tissaient des liens étroits entre la façon d'être, la façon de produire, les perspectives d'avenir aussi, pour leur vallée. Nous y revenons parce que nous en ressentons la nécessité depuis quelque temps déjà. Nous sommes dans l'année internationale des sols décidée par l'ONU. Et si l'ONU a décidé de qualifier 2015 l'année internationale des sols, ce n'est pas une lubie, ce n'est pas quelque chose qui est arrivé par hasard, parce qu'on ne savait pas trop quoi choisir. C'est étroitement lié à une réalité qui nous dit de plus en plus ce qu'il ne faut plus faire, et qui nous dit de plus en plus ce que nous devrions faire et les chemins nouveaux sur lesquels nous devons nous engager. Le sol est déterminant. C'est le principal partenaire de celles et ceux qui travaillent la terre. C'est notre terre nourricière. Des substrats

suite à la page 8...

...suite de la page 7

où s'accrochent des plantes dopées aux engrais ne constituent aucun avenir pour nourrir l'humanité.

Dans l'agriculture de proximité, le sol retrouve le respect que nous lui devons. Il nous offre la possibilité de nous enraciner. Ce n'est pas parce que nous nous enracinons dans un sol qui peut être les terres genevoises, les terres du Pays basque ou les terres grecques, que nous sommes dans l'impossibilité de nous ouvrir à ce que vivent et ce que sont les autres. Au contraire, c'est bien parce que nous avons un enracinement, une identification, que nous pouvons nous ouvrir aux autres. Et la politique qui est menée à Genève le démontre. Malgré la multiplicité des gens d'horizons différents, de pensées et de cultures différentes, reconnaissons qu'il existe une paix plutôt agréable. Il faut se rappeler que ces gens sont arrivés au péril de leur vie, c'est bien parce qu'à un certain moment de leur vie dans leur pays, ils n'ont pas trouvé les conditions pour espérer, comme nous, nous espérons. Ils n'ont pas trouvé les conditions qui leur permettaient d'accéder à la terre, à la nourriture, à la formation. Ils arrivent là où ils pensent pouvoir trouver une chance de vivre dignement.

Un marché au service de la société

Ce modèle agricole de proximité est défendu est de plus en plus reconnu comme crédible. Il est défendu notamment par La Via Campesina, qui de par son engagement, essaie de convaincre les paysannes et les paysans. Quelque fois il faut commencer par convaincre celles et ceux qui travaillent le sol parce qu'ils ont perdu confiance sur leur propre

terre. Ensuite, il faut convaincre celles et ceux qui décident politiquement de l'avenir des campagnes. Contrairement à ce que nous pourrions penser, cette agriculture paysanne n'est pas incompatible avec le marché. Rares sont à la surface du monde les populations qui sont autosuffisantes. Que ce soit des peuples ou des régions. Il faut donc recourir au marché pour compléter la nécessité d'approvisionner le peuple. Et dans ce contexte-là, le marché perd son rôle de maître qui s'arroge la possibilité et le droit de décider de nos destinées. Ce droit, nous ne lui reconnaissons pas. Par contre, quand il vient au service d'une société qui a défini une stratégie durable, solidaire, qui a défini des valeurs communes, là, le marché trouve sa place. Il devient un serviteur efficace.

Protéger nos choix politiques

Les valeurs de la souveraineté alimentaire sont accompagnées parfois de xénophobie, d'une volonté d'isolement. Contrairement à celles et ceux qui véhiculent cette approche de la souveraineté alimentaire, je lui reconnais des racines **dans un champ de liberté qui accorde à une population le droit de légiférer sur la qualité de son alimentation, le droit de définir l'agriculture qu'elle souhaite, et de trouver, dans les décisions politiques, la possibilité de protéger ce choix. Assurément, l'initiative d'Uniterre pour la souveraineté alimentaire en est l'expression et doit être pleinement soutenue.**

Il est temps que des organisations comme l'Organisation mondiale du commerce ou celles et ceux qui négocient autour d'un traité transatlantique,

entre l'Europe et les États-Unis du Nord, intègrent de façon urgente des valeurs non matérielles comme la dignité humaine, la fertilité des sols à long terme ou la sélection des semences qui doivent rester un patrimoine commun et continuer à appartenir à celles et ceux, qui depuis des générations, ont sélectionné, en Inde, en Amérique du Sud, en Amérique du Nord, en Suisse, le blé, le riz, le soja, le maïs, qui vont permettre de nourrir les habitants de cette planète. Et j'en appelle ici à des organismes comme l'OMC, la FAO, le Département fédéral des affaires étrangères et celui de l'Économie d'être très présents sur ces enjeux-là. Et si la Suisse pouvait être le pays qui le premier, au sein de ces organisations internationales, irait porter ces valeurs non matérielles, pour que demain nous soyons ensemble, unis, pour que nous puissions enfin manger tous à notre faim une alimentation de qualité. Nous savons que le possible est là. L'impossible, il est dans la difficulté politique de décider. Et encore une fois, ce n'est pas de dire non au marché. C'est dire au marché: «tu vas servir. Tu vas servir une cause, tu vas servir des dénominateurs communs».

Merci d'avoir offert à la paysannerie de ce pays, la possibilité d'être là, de l'avoir amenée au cœur de la ville et de nous donner dans ce moment de rassemblement, la possibilité de continuer d'échanger, la possibilité d'être ensemble dans cette quête du bonheur. Et je suis persuadé que cette agriculture de proximité, cette agriculture paysanne, peut répondre en partie à cette inquiétude dont je parlais tout à l'heure et qui nous tourne autour depuis un certain nombre de décennies,

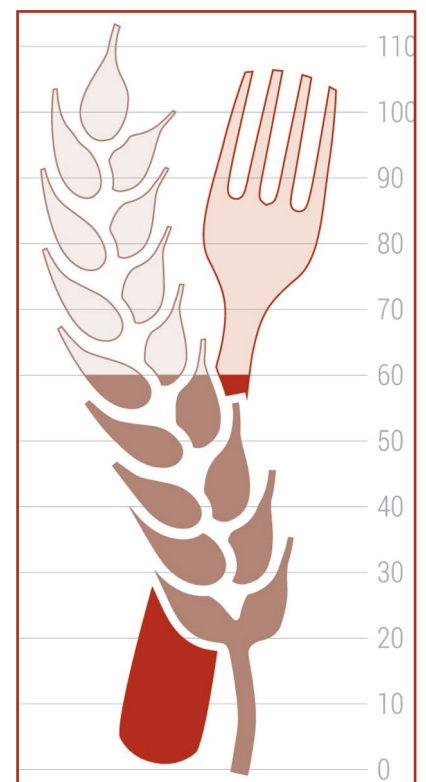
Fernand Cucho

AGENDA

2 octobre, 19h
Soirée de soutien aux ouvriers agricoles d'Andalousie.
Bains des Pâquis-Genève

Les agendas dans le détail
www.uniterre.ch/agenda
www.souverainete-alimentaire.ch/agenda

**INITIATIVE, 15 SEPT:
60'000 SIGNATURES
L'AUTOMNE, LE TEMPS
DES MOISSONS**



CONTACTS SECTIONS

Neuchâtel
Philippe Reichenbach
079 640 89 63

Genève
Rudi Berli
078 707 78 83

Fribourg
Stéphane Mauron
026 655 16 27

Vaud
Christophe Michon
079 282 05 47

Jura
021 601 74 67

Chablais
Pierre Moreillon
024 499 21 17

50ct/litre de lait pour le paysan: **SCANDALE!**

EXIGEONS:

1.-/litre de lait
pour les
paysans



www.souverainete-alimentaire.ch

commerce équitable
pour les
consommateurs

HALTE AU DUMPING!



Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous ? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture !
Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation : le trio gagnant

www.cresus.ch



www.uniterre.ch

Responsable du journal:
Valentina Hemmeler Maïga v.hemmeler@uniterre.ch

Imprimerie, annonces:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat:
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,
Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse:
Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch
Cotisations annuelles Paysan: Fr. 200.-
Sympathisant: Fr. 150.- **Soutien:** Fr. 400.-
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Dornidier

Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»:
Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, lait@uniterre.ch
Commission grandes cultures et viande:
Nicolas Bezençon, gcvlande@uniterre.ch

Commission internationale Uniterre:
Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève
Tél. 078 707 78 83, ciu@uniterre.ch
Coordination Européenne Via Campesina:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Commission vente directe:
Nicolas Bezençon, n.bezencon@uniterre.ch
Commission jeunes-accès à la terre:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Président: Charles-Bernard Bolay charles-bernard@bluewin.ch